
**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 21 MAI 2026**

Certifié conforme

- **PREMIERE DECISION** (approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2025)

L'associé unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Président sur la situation et l'activité de la Société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2025 ainsi que sur les comptes dudit exercice, et du rapport du Commissaire aux comptes sur l'accomplissement de sa mission au cours du même exercice, approuve les comptes dudit exercice, comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, tels qu'ils lui sont présentés, et les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports et desquels il résulte un bénéfice de 79 971 362,85 euros.

Il prend acte que les charges non déductibles fiscalement (article 39-4 du Code général des impôts) engagées par la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'élèvent à 518 513 euros. Le montant de l'impôt correspondant supporté est de 129 628 euros.

Il donne quitus au Président et aux membres du conseil d'administration pour l'exécution de leurs mandats au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

- **DEUXIEME DECISION** (affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025)

L'associé unique, constatant que le bénéfice s'élève à 79 971 362,85 euros et que, compte tenu du report à nouveau bénéficiaire de 78 652 249,60 euros, le solde disponible s'élève à 158 623 612,45 euros, approuve la proposition soumise par le Président et décide d'affecter comme suit le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 :

	Euros
Bénéfice de l'exercice à répartir	79 971 362,85
Report à nouveau	78 652 249,60
Soit un solde disponible de	158 623 612,45
Dotation à la réserve légale	-
Soit un bénéfice distribuable de	158 623 612,45
Distribution d'un dividende de 37,5 € par action	- 75 000 000,00
Dotation aux autres réserves	-
Dotation au report à nouveau	4 971 362,85
Total du report à nouveau après affectation du résultat	83 623 612,45

L'associé unique décide la mise en distribution d'un dividende d'un montant global de 75 000 000 euros (soit 37,5 euros par action).

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé que les dividendes au titre des trois derniers exercices s'établissaient ainsi :

Exercice	Nominal	Nombre d'actions	Dividende net par action
2022	10 €	2 000 000 actions	25 €
2023	10 €	2 000 000 actions	22,5 €
2024	10€	2 000 000 actions	21,5 €

205



45, rue Kléber
92300 LEVALLOIS PERRET

Bpifrance Investissement

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Bpifrance Investissement

Société par actions simplifiée unipersonnelle

RCS : Créteil 433 975 224

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'associé unique de la société Bpifrance Investissement,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Bpifrance Investissement relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 5.3.1 de l'annexe qui expose les incidences du changement de méthode comptable induit par la première application du règlement ANC 2022-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables

appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

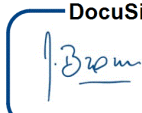
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Levallois-Perret, le 2 avril 2026,

DocuSigned by:

C03E4EDE970843B...

Matthew Brown

Associé

Actif

(en K€)	31/12/2025				31/12/2024
	Notes	Brut	Amortissement s et dépréciations	Net	Net
Immobilisations incorporelles	1	102 764	-70 948	31 815	31 925
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires		90 350	-70 339	20 011	19 704
Fonds commercial		610	-610	0	0
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes		11 804	0	11 804	12 221
Immobilisations corporelles	1	14 997	-11 411	3 586	3 775
Autres immobilisations corporelles		14 701	-11 411	3 290	3 771
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes		297	0	297	4
Immobilisations financières ⁽¹⁾	1	10 140	-393	9 747	10 023
Participations		119	-21	98	66
Autres titres immobilisés		7 278	-372	6 906	7 389
Prêts	1-2	2	0	2	16
Autres immobilisations financières	1-2	2 740	0	2 740	2 552
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ (I)		127 901	-82 752	45 148	45 724
Avances et acomptes versés sur commandes		392	0	392	47
Créances ⁽²⁾	2	281 844	-73	281 771	236 189
Créances clients et comptes rattachés		92 416	-73	92 342	89 284
Autres créances		186 319	0	186 319	143 609
Charges constatées d'avance		3 109	0	3 109	3 296
Disponibilités		15 566	0	15 566	9 403
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT (II)		297 802	-73	297 729	245 639
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I + II)		425 703	-82 826	342 877	291 363

⁽¹⁾ ⁽¹⁾ Dont à moins d'un an

⁽²⁾ ⁽²⁾ Dont à moins d'un an

0

0

280 813

235 600

Passif

(en K€)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Capital (dont versé 20 000)		20 000	20 000
Réserves :			
Réserve légale		2 000	2 000
Réserves statutaires ou contractuelles		2	2
Autres réserves		2 501	2 501
Report à nouveau		78 652	70 119
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		79 971	51 533
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (I)	3	183 127	146 155
Provisions pour risques		553	524
Provisions pour charges		18 595	18 345
TOTAL DES PROVISIONS (II)	4	19 148	18 869
Emprunts et dettes financières diverses		2	10
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		43 115	37 987
Dettes fiscales et sociales		94 019	85 774
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		632	698
Autres dettes		2 833	1 870
Produits constatés d'avance		0	0
TOTAL DES DETTES ⁽¹⁾ (III)	2	140 602	126 338
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I + II + III)		342 877	291 363

⁽¹⁾ Dont à moins d'un an

140 049

125 742

Compte de résultat

(en K€)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Produits d'exploitation			
Production vendue		426 538	368 618
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		736	156
Autres produits		385	1 488
Total des produits d'exploitation (I)		427 659	370 261
Charges d'exploitation			
Autres achats et charges externes		-102 134	-93 361
Impôts, taxes et versements assimilés		-16 527	-15 247
Salaires		-103 201	-98 838
Cotisations sociales		-60 230	-55 374
Dotations aux amortissements et aux dépréciations :			
Sur immobilisations : dotations aux amortissements		-16 124	-13 625
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		-14	-60
Dotations aux provisions		-955	-3 245
Autres charges		-4 927	-3 576
Total des charges d'exploitation (II)		-304 111	-283 324
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I + II)	5	123 548	86 937
Produits financiers			
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé ⁽¹⁾		398	237
Autres intérêts et produits assimilés ⁽¹⁾		3 780	5 158
Reprises sur dépréciations et provisions		3	493
Différences positives de change		15	7
Produits des cessions d'immobilisations financières		1 355	0
Total des produits financiers (III)		5 551	5 895
Charges financières			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		-191	-15
Intérêts et charges assimilées ⁽²⁾		0	0
Différences négatives de change		-12	-22
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		-0	0
Total des charges financières (IV)		-203	-37
2. RÉSULTAT FINANCIER (III + IV)	5	5 348	5 858
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I + II + III + IV)		128 895	92 795
Produits exceptionnels (V)		0	2
Charges exceptionnelles (VI)		0	-1 763
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V + VI)	5	0	-1 761
Participations des salariés aux résultats (VII)		-13 970	-11 989
Impôts sur les bénéfices (VIII)	6	-34 954	-27 512
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)		433 209	376 159
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)		-353 238	-324 625
BÉNÉFICE OU PERTE		79 971	51 533

⁽¹⁾ Dont produits concernant les entités liées

3 447

4 571

⁽²⁾ Dont intérêts concernant les entités liées

0

0

5.1. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Aucun fait significatif n'est intervenu au cours de l'exercice.

5.2. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture des comptes.

5.3. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

5.3.1. Référentiel comptable

Les comptes annuels de Bpifrance Investissement sont établis et présentés conformément au règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan comptable général.

Le règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, qui modifie le règlement ANC n°2014-03, est applicable depuis le 1er janvier 2025 et constitue un changement de méthodes comptables résultant d'un changement de réglementation comptable.

Les principales évolutions de ce règlement portent sur la définition du résultat exceptionnel, la suppression de la technique du transfert de charges, la mise à jour du plan de comptes, la rationalisation des modèles d'états financiers et la mise en place de nouveaux tableaux en annexe.

Les dispositions du règlement s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

L'impact de son application chez Bpifrance Investissement se traduit par la présentation des cessions d'immobilisations financières réalisées sur l'exercice 2025 en résultat financier (cf. note 5), alors que ces éléments étaient auparavant présentés dans le résultat exceptionnel.

5.3.2. Méthodes et règles d'évaluation

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

Les éléments d'actif, nets de leur valeur résiduelle, font l'objet de plans d'amortissement déterminés en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus à compter de la date de mise en service de l'actif. Les plans d'amortissement n'ont pas été modifiés au cours de l'exercice.

Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur valeur d'acquisition ou d'apport. Une dépréciation est constituée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur d'utilité est inférieure au coût d'acquisition.

Les parts souscrites de FPCI, FCPR, FPS sont comptabilisées à l'actif, en « Autres titres immobilisés », pour leurs montants totaux de souscription. La part non libérée de ces titres figure au passif, en « Dettes sur immobilisations ».

Créances

Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale. Elles ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Provisions

Les provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précis quant à leur objet mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

Le montant des provisions retraite et médaille du travail est déterminé à la clôture de l'exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite ou à la date d'acquisition de la médaille. Le calcul repose sur une méthode actuarielle intégrant des hypothèses d'évolution des salaires et d'âge de départ à la retraite, ainsi qu'un taux d'actualisation, taux des obligations de première catégorie, déterminé en fonction de la durée de portage des engagements concernés.

Note 1 - ACTIF IMMOBILISÉ

Tableau des immobilisations

En K€	Montant brut au 31/12/2024	Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations		Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions			Montant brut au 31/12/2025
			Virements de poste à poste	Acquisitions		Virements de poste à poste	Cessions	Mises hors service	
Immobilisations incorporelles	88 157	26 830	12 068	14 762	12 223	12 068	0	155	102 764
Solutions informatiques	75 326	15 179	12 068	3 111	155			155	90 350
Fonds commercial	610	0			0				610
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	12 221	11 651		11 651	12 068	12 068			11 804
Immobilisations corporelles	13 945	1 081	19	1 063	29	19	0	11	14 997
Installations générales, agencements, aménagements	6 140	324	19	306	0				6 465
Matériel de bureau et informatique	3 574	428		428	11			11	3 992
Mobilier	4 226	18		18	0				4 244
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	4	311		311	19	19			297
Immobilisations financières	10 229	300	0	300	389	0	389	0	10 140
Participations	79	40		40	0				119
Autres titres immobilisés (FPCI, FCPR, FPS)	7 582	71		71	375		375		7 278
Prêts	16	0			14		14		2
Autres immobilisations financières (*)	2 552	189		189	0				2 740
TOTAL	112 331	28 211	12 086	16 125	12 641	12 086	389	166	127 901

(*) (*) Les autres immobilisations financières concernent essentiellement des dépôts de garantie versés.

Tableau des amortissements

En K€	Durée d'utilisation	Mode d'amortissement	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Ventilation des dotations		Diminutions de l'exercice	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
					Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon mode dégressif	Eléments mis hors service	
Immobilisations incorporelles			56 231	14 872	14 872	0	155	70 948
Solutions informatiques	3 ans	Linéaire	55 622	14 872	14 872		155	70 339
Fonds commercial	NA	NA	610	0				610
Immobilisations corporelles			10 170	1 252	699	552	11	11 411
Installations générales, agencements, aménagements	10 ans	Linéaire	4 127	481	481			4 608
Matériel de bureau et informatique	3 ou 4 ans	Linéaire / Dégressif	2 852	553	1	552	11	3 394
Mobilier	10 ans	Linéaire	3 191	217	217			3 408
TOTAL			66 401	16 124	15 572	552	166	82 359

Tableau des dépréciations de l'actif immobilisé

En K€	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la cloture de l'exercice
Immobilisations financières				
Participations	13	9		21
Autres titres immobilisés (FPCI, FCPR, FPS)	193	182	3	372
TOTAL	205	191	3	393

Note 2 - CRÉANCES ET DETTES

État des échéances des créances

En K€	Montant brut au 31/12/2025	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Prêts	2		2
Autres immobilisations financières	2 740		2 740
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	92 416	92 416	
Autres créances (*)	186 319	186 319	
Charges constatées d'avance	3 109	2 078	1 031
TOTAL	284 587	280 813	3 773

(*) Afin d'optimiser les conditions de gestion de sa trésorerie, Bpifrance Investissement met à la disposition de son associé unique, Bpifrance Participations, une fraction de sa trésorerie excédentaire. Au 31/12/2025, le montant de l'avance et des intérêts courus s'élève à 183.8 M€.

Tableau des dépréciations de l'actif circulant

En K€	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la clôture de l'exercice
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	59	14		73
Autres créances	60		60	0
TOTAL	119	14	60	73

État des produits à recevoir

En K€	Montant
Clients : factures à établir	79 300
TVA sur factures non parvenues	1 585
Comptes courants d'associés : intérêts courus	378
TOTAL	81 262

Le poste des factures à établir concerne essentiellement les commissions variables à facturer à certains fonds (18.9 M€), les prestations des fonctions transversales à facturer à certaines entités du groupe Bpifrance (4.7 M€) et la refacturation à Bpifrance Participations des charges internes liées aux missions de l'activité Conseil (51.8 M€).

État des échéances des dettes

En K€	Montant brut au 31/12/2025	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières diverses	2			2
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	43 115	43 115		
Dettes fiscales et sociales	94 019	94 019		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	632	82	244	307
Autres dettes	2 833	2 833		
Produits constatés d'avance	0			
TOTAL	140 602	140 049	244	309

État des charges à payer

En K€	Montant
Fournisseurs factures non parvenues	43 109
Comité social et économique	188
Congés payés	159
Participation des salariés aux résultats	13 970
Personnel : charges à payer	38 449
Dons RTT	86
Charges sur congés payés	105
Organismes sociaux : charges à payer	21 893
TVA sur factures à établir	9 946
État : autres charges à payer	5 416
TOTAL	133 322

Note 3 - CAPITAUX PROPRES

Tableau de variation des capitaux propres

En K€	31/12/2024	Affectation résultat N-1	Augmentation sur exercice	31/12/2025
Capital	20 000			20 000
Réserve légale	2 000			2 000
Réserves statutaires ou contractuelles	2			2
Autres réserves	2 501			2 501
Report à nouveau	70 119	8 533		78 652
Résultat de l'exercice	51 533	-51 533	79 971	79 971
Résultat distribué		43 000		
TOTAL	146 155	0	79 971	183 127

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale (en €)
Titres composant le capital social au début de l'exercice	2 000 000	10
Titres émis pendant l'exercice	0	0
Titres remboursés pendant l'exercice	0	0
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	2 000 000	10

Au 31 décembre 2025, le capital social de Bpifrance Investissement est intégralement détenu par la société Bpifrance Participations (27-31 avenue du Général Leclerc - 94710 Maisons-Alfort).

Note 4 - PROVISIONS

Tableau des provisions

En K€	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
Litiges (**)	353	86			439
Pensions et obligations similaires (*)	18 345	869	619		18 595
Autres provisions pour risques et charges (**)	171		41	16	115
TOTAL	18 869	955	660	16	19 148

(*) Concerne les indemnités de fin de carrière et les médailles du travail.

(**) Les litiges et autres provisions pour risques et charges concernent les ressources humaines.

Note 5 - COMPTE DE RÉSULTAT

Produits d'exploitation

En K€	31/12/2025	31/12/2024
Production vendue (CA)	426 538	370 059
Commissions et honoraires de gestion des fonds	378 290	325 089
Personnel mis à disposition (groupe)	46 789	43 528
Autres produits d'exploitation	1 458	1 441
Reprises sur dépréciations et provisions	736	156
Autres produits	385	47
TOTAL	427 659	370 261

Charges d'exploitation

En K€	31/12/2025	31/12/2024
Autres achats et charges externes	-102 134	-93 361
Personnel mis à disposition (groupe)	-31 117	-28 393
Loyers et charges locatives	-19 504	-16 841
Maintenance informatique	-12 714	-9 892
Honoraires	-12 698	-12 647
Communication	-7 239	-5 793
Voyages et déplacements	-3 076	-3 171
Entretien réparation des locaux, prestations accueil, gardiennage	-2 563	-2 593
Commissions	-2 051	-986
Frais de réception	-1 544	-1 517
Documentation technique	-1 815	-2 098
Frais de colloques, séminaires	-1 045	-854
Formations	-804	-2 710
Achats de fournitures et petit équipement	-686	-763
Personnel intérimaire ; personnel détaché	-674	-631
Charges diverses	-4 605	-4 474
Impôts, taxes et versements assimilés	-16 527	-15 247
Salaires	-103 201	-98 838
Cotisations sociales	-60 230	-55 374
Dotations aux amortissements et aux dépréciations :		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	-16 124	-13 625
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	-14	-60
Dotations aux provisions	-955	-3 245
Autres charges	-4 927	-3 576
TOTAL	-304 111	-283 324

Résultat financier

En K€	31/12/2025	31/12/2024
Produits financiers	5 551	5 895
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	398	237
Autres intérêts et produits assimilés	3 780	5 158
Reprises sur dépréciations et provisions	3	493
Différences positives de change	15	7
Produits des cessions d'immobilisations financières	1 355	
Charges financières	-203	-37
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-191	-15
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change	-12	-22
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées	-0	
RÉSULTAT FINANCIER	5 348	5 858

Résultat exceptionnel

En K€	31/12/2025	31/12/2024
Produits exceptionnels	0	2
Charges exceptionnelles	0	-1 763
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	0	-1 761

Au 31/12/2024, le résultat exceptionnel était essentiellement constitué de 992 K€ de rappel de cotisations d’Urssaf et de la sortie, pour 717 K€, d’immobilisations incorporelles.

Note 6 - INFORMATIONS RELATIVES A LA FISCALITÉ

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

En K€	Résultat avant impôt	Impôt correspondant	Résultat après impôt
+ Résultat courant	128 895	-34 954	93 941
+ Résultat exceptionnel			
- Participation des salariés	-13 970		-13 970
RÉSULTAT COMPTABLE	114 926	-34 954	79 971

Crédits d'impôts

En K€	Montant
Crédit d'impôt famille	291
Crédit d'impôt mécénat	154
TOTAL	445

Situation fiscale

Bpifrance Investissement fait partie d’un groupe d’intégration fiscale autour de Bpifrance comprenant Auxifinances, Bpifrance Courtage, Bpifrance Assurance Export, Bpifrance International Capital, Bpifrance Participations et FSI-PME Portefeuille.

Bpifrance Investissement calcule individuellement son impôt sur les bénéfices et s’en acquitte auprès de Bpifrance.

Note 7 - AUTRES INFORMATIONS

EFFECTIF

Répartition des effectifs par catégorie	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Employés, techniciens, agents de maîtrise	5,8
Cadres et ingénieurs	804,8
TOTAL	810,5

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Bpifrance Investissement s'est porté caution, à hauteur de 8 040.82 €, pour des prêts accordés par la Caisse des dépôts à des salariés.

ENTITÉ ÉTABLISSANT LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Nom : Bpifrance SA
Siège social : 27-31 avenue du Général Leclerc 94710 Maisons Alfort
RCS : 320 252 489
Les états financiers consolidés sont disponibles sur le site www.bpifrance.fr

RÉMUNÉRATIONS ALLOUÉES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION

Aucune rémunération n'a été versée aux administrateurs.

ÉLÉMENTS CONCERNANT LES PARTIES LIÉES

Les opérations avec les parties liées sont négociées à des conditions de marché.

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

FILIALES ET PARTICIPATIONS (en K€)	INFORMATIONS FINANCIERES								
	Capitaux propres	Quote-part de capital détenue en pourcentage	Valeur brute comptable des titres détenus	Valeur nette comptable des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société	Montant des engagements donnés par la société	CA hors taxes du dernier exercice clos	Résultat (bénéfices ou pertes du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES FILIALES (+ 50 % du capital détenu par la société)									
Renseignements concernant les filiales représentant au moins 1% du capital de la société									
Renseignements globaux concernant les autres filiales (représentant moins de 1 % du capital de la société)			119	98					
A - TOTAL FILIALES			119	98	0	0			0
RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES PARTICIPATIONS (10 à 50 % du capital détenu par la société)									
Renseignements concernant les participations représentant au moins 1% du capital de la société									
Renseignements globaux concernant les autres participations (représentant moins de 1 % du capital de la société)									
B - TOTAL PARTICIPATIONS			0	0	0	0			0
C - TOTAL FILIALES ET PARTICIPATIONS (A+B)			119	98	0	0			0



45, rue Kléber
92300 LEVALLOIS PERRET

Bpifrance Investissement

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Bpifrance Investissement

Société par actions simplifiée unipersonnelle

RCS : Créteil 433 975 224

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'associé unique de la société Bpifrance Investissement,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Bpifrance Investissement relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 5.3.1 de l'annexe qui expose les incidences du changement de méthode comptable induit par la première application du règlement ANC 2022-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables

appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

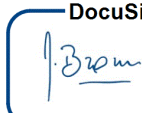
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Levallois-Perret, le 2 avril 2026,

DocuSigned by:

C03E4EDE970843B...

Matthew Brown

Associé

Actif

(en K€)	31/12/2025				31/12/2024
	Notes	Brut	Amortissement s et dépréciations	Net	Net
Immobilisations incorporelles	1	102 764	-70 948	31 815	31 925
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires		90 350	-70 339	20 011	19 704
Fonds commercial		610	-610	0	0
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes		11 804	0	11 804	12 221
Immobilisations corporelles	1	14 997	-11 411	3 586	3 775
Autres immobilisations corporelles		14 701	-11 411	3 290	3 771
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes		297	0	297	4
Immobilisations financières ⁽¹⁾	1	10 140	-393	9 747	10 023
Participations		119	-21	98	66
Autres titres immobilisés		7 278	-372	6 906	7 389
Prêts	1-2	2	0	2	16
Autres immobilisations financières	1-2	2 740	0	2 740	2 552
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ (I)		127 901	-82 752	45 148	45 724
Avances et acomptes versés sur commandes		392	0	392	47
Créances ⁽²⁾	2	281 844	-73	281 771	236 189
Créances clients et comptes rattachés		92 416	-73	92 342	89 284
Autres créances		186 319	0	186 319	143 609
Charges constatées d'avance		3 109	0	3 109	3 296
Disponibilités		15 566	0	15 566	9 403
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT (II)		297 802	-73	297 729	245 639
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I + II)		425 703	-82 826	342 877	291 363

⁽¹⁾ ⁽¹⁾ Dont à moins d'un an

⁽²⁾ ⁽²⁾ Dont à moins d'un an

0

0

280 813

235 600

Passif

(en K€)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Capital (dont versé 20 000)		20 000	20 000
Réserves :			
Réserve légale		2 000	2 000
Réserves statutaires ou contractuelles		2	2
Autres réserves		2 501	2 501
Report à nouveau		78 652	70 119
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		79 971	51 533
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (I)	3	183 127	146 155
Provisions pour risques		553	524
Provisions pour charges		18 595	18 345
TOTAL DES PROVISIONS (II)	4	19 148	18 869
Emprunts et dettes financières diverses		2	10
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		43 115	37 987
Dettes fiscales et sociales		94 019	85 774
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		632	698
Autres dettes		2 833	1 870
Produits constatés d'avance		0	0
TOTAL DES DETTES ⁽¹⁾ (III)	2	140 602	126 338
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I + II + III)		342 877	291 363

⁽¹⁾ Dont à moins d'un an

140 049125 742

Compte de résultat

(en K€)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Produits d'exploitation			
Production vendue		426 538	368 618
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		736	156
Autres produits		385	1 488
Total des produits d'exploitation (I)		427 659	370 261
Charges d'exploitation			
Autres achats et charges externes		-102 134	-93 361
Impôts, taxes et versements assimilés		-16 527	-15 247
Salaires		-103 201	-98 838
Cotisations sociales		-60 230	-55 374
Dotations aux amortissements et aux dépréciations :			
Sur immobilisations : dotations aux amortissements		-16 124	-13 625
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		-14	-60
Dotations aux provisions		-955	-3 245
Autres charges		-4 927	-3 576
Total des charges d'exploitation (II)		-304 111	-283 324
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I + II)	5	123 548	86 937
Produits financiers			
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé ⁽¹⁾		398	237
Autres intérêts et produits assimilés ⁽¹⁾		3 780	5 158
Reprises sur dépréciations et provisions		3	493
Différences positives de change		15	7
Produits des cessions d'immobilisations financières		1 355	0
Total des produits financiers (III)		5 551	5 895
Charges financières			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		-191	-15
Intérêts et charges assimilées ⁽²⁾		0	0
Différences négatives de change		-12	-22
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		-0	0
Total des charges financières (IV)		-203	-37
2. RÉSULTAT FINANCIER (III + IV)	5	5 348	5 858
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I + II + III + IV)		128 895	92 795
Produits exceptionnels (V)		0	2
Charges exceptionnelles (VI)		0	-1 763
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V + VI)	5	0	-1 761
Participations des salariés aux résultats (VII)		-13 970	-11 989
Impôts sur les bénéfices (VIII)	6	-34 954	-27 512
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)		433 209	376 159
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)		-353 238	-324 625
BÉNÉFICE OU PERTE		79 971	51 533

⁽¹⁾ Dont produits concernant les entités liées

3 447

4 571

⁽²⁾ Dont intérêts concernant les entités liées

0

0

5.1. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Aucun fait significatif n'est intervenu au cours de l'exercice.

5.2. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture des comptes.

5.3. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

5.3.1. Référentiel comptable

Les comptes annuels de Bpifrance Investissement sont établis et présentés conformément au règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan comptable général.

Le règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, qui modifie le règlement ANC n°2014-03, est applicable depuis le 1er janvier 2025 et constitue un changement de méthodes comptables résultant d'un changement de réglementation comptable.

Les principales évolutions de ce règlement portent sur la définition du résultat exceptionnel, la suppression de la technique du transfert de charges, la mise à jour du plan de comptes, la rationalisation des modèles d'états financiers et la mise en place de nouveaux tableaux en annexe.

Les dispositions du règlement s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

L'impact de son application chez Bpifrance Investissement se traduit par la présentation des cessions d'immobilisations financières réalisées sur l'exercice 2025 en résultat financier (cf. note 5), alors que ces éléments étaient auparavant présentés dans le résultat exceptionnel.

5.3.2. Méthodes et règles d'évaluation

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

Les éléments d'actif, nets de leur valeur résiduelle, font l'objet de plans d'amortissement déterminés en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus à compter de la date de mise en service de l'actif. Les plans d'amortissement n'ont pas été modifiés au cours de l'exercice.

Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur valeur d'acquisition ou d'apport. Une dépréciation est constituée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur d'utilité est inférieure au coût d'acquisition.

Les parts souscrites de FPCI, FCPR, FPS sont comptabilisées à l'actif, en « Autres titres immobilisés », pour leurs montants totaux de souscription. La part non libérée de ces titres figure au passif, en « Dettes sur immobilisations ».

Créances

Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale. Elles ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Provisions

Les provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précis quant à leur objet mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

Le montant des provisions retraite et médaille du travail est déterminé à la clôture de l'exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite ou à la date d'acquisition de la médaille. Le calcul repose sur une méthode actuarielle intégrant des hypothèses d'évolution des salaires et d'âge de départ à la retraite, ainsi qu'un taux d'actualisation, taux des obligations de première catégorie, déterminé en fonction de la durée de portage des engagements concernés.

Note 1 - ACTIF IMMOBILISÉ

Tableau des immobilisations

En K€	Montant brut au 31/12/2024	Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations		Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions			Montant brut au 31/12/2025
			Virements de poste à poste	Acquisitions		Virements de poste à poste	Cessions	Mises hors service	
Immobilisations incorporelles	88 157	26 830	12 068	14 762	12 223	12 068	0	155	102 764
Solutions informatiques	75 326	15 179	12 068	3 111	155			155	90 350
Fonds commercial	610	0			0				610
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	12 221	11 651		11 651	12 068	12 068			11 804
Immobilisations corporelles	13 945	1 081	19	1 063	29	19	0	11	14 997
Installations générales, agencements, aménagements	6 140	324	19	306	0				6 465
Matériel de bureau et informatique	3 574	428		428	11			11	3 992
Mobilier	4 226	18		18	0				4 244
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	4	311		311	19	19			297
Immobilisations financières	10 229	300	0	300	389	0	389	0	10 140
Participations	79	40		40	0				119
Autres titres immobilisés (FPCI, FCPR, FPS)	7 582	71		71	375		375		7 278
Prêts	16	0			14		14		2
Autres immobilisations financières (*)	2 552	189		189	0				2 740
TOTAL	112 331	28 211	12 086	16 125	12 641	12 086	389	166	127 901

(*) (*) Les autres immobilisations financières concernent essentiellement des dépôts de garantie versés.

Tableau des amortissements

En K€	Durée d'utilisation	Mode d'amortissement	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Ventilation des dotations		Diminutions de l'exercice	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
					Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon mode dégressif	Eléments mis hors service	
Immobilisations incorporelles			56 231	14 872	14 872	0	155	70 948
Solutions informatiques	3 ans	Linéaire	55 622	14 872	14 872		155	70 339
Fonds commercial	NA	NA	610	0				610
Immobilisations corporelles			10 170	1 252	699	552	11	11 411
Installations générales, agencements, aménagements	10 ans	Linéaire	4 127	481	481			4 608
Matériel de bureau et informatique	3 ou 4 ans	Linéaire / Dégressif	2 852	553	1	552	11	3 394
Mobilier	10 ans	Linéaire	3 191	217	217			3 408
TOTAL			66 401	16 124	15 572	552	166	82 359

Tableau des dépréciations de l'actif immobilisé

En K€	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la cloture de l'exercice
Immobilisations financières				
Participations	13	9		21
Autres titres immobilisés (FPCI, FCPR, FPS)	193	182	3	372
TOTAL	205	191	3	393

Note 2 - CRÉANCES ET DETTES

État des échéances des créances

En K€	Montant brut au 31/12/2025	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Prêts	2		2
Autres immobilisations financières	2 740		2 740
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	92 416	92 416	
Autres créances (*)	186 319	186 319	
Charges constatées d'avance	3 109	2 078	1 031
TOTAL	284 587	280 813	3 773

(*) Afin d'optimiser les conditions de gestion de sa trésorerie, Bpifrance Investissement met à la disposition de son associé unique, Bpifrance Participations, une fraction de sa trésorerie excédentaire. Au 31/12/2025, le montant de l'avance et des intérêts courus s'élève à 183.8 M€.

Tableau des dépréciations de l'actif circulant

En K€	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la clôture de l'exercice
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	59	14		73
Autres créances	60		60	0
TOTAL	119	14	60	73

État des produits à recevoir

En K€	Montant
Clients : factures à établir	79 300
TVA sur factures non parvenues	1 585
Comptes courants d'associés : intérêts courus	378
TOTAL	81 262

Le poste des factures à établir concerne essentiellement les commissions variables à facturer à certains fonds (18.9 M€), les prestations des fonctions transversales à facturer à certaines entités du groupe Bpifrance (4.7 M€) et la refacturation à Bpifrance Participations des charges internes liées aux missions de l'activité Conseil (51.8 M€).

État des échéances des dettes

En K€	Montant brut au 31/12/2025	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières diverses	2			2
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	43 115	43 115		
Dettes fiscales et sociales	94 019	94 019		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	632	82	244	307
Autres dettes	2 833	2 833		
Produits constatés d'avance	0			
TOTAL	140 602	140 049	244	309

État des charges à payer

En K€	Montant
Fournisseurs factures non parvenues	43 109
Comité social et économique	188
Congés payés	159
Participation des salariés aux résultats	13 970
Personnel : charges à payer	38 449
Dons RTT	86
Charges sur congés payés	105
Organismes sociaux : charges à payer	21 893
TVA sur factures à établir	9 946
État : autres charges à payer	5 416
TOTAL	133 322

Note 3 - CAPITAUX PROPRES

Tableau de variation des capitaux propres

En K€	31/12/2024	Affectation résultat N-1	Augmentation sur exercice	31/12/2025
Capital	20 000			20 000
Réserve légale	2 000			2 000
Réserves statutaires ou contractuelles	2			2
Autres réserves	2 501			2 501
Report à nouveau	70 119	8 533		78 652
Résultat de l'exercice	51 533	-51 533	79 971	79 971
Résultat distribué		43 000		
TOTAL	146 155	0	79 971	183 127

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale (en €)
Titres composant le capital social au début de l'exercice	2 000 000	10
Titres émis pendant l'exercice	0	0
Titres remboursés pendant l'exercice	0	0
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	2 000 000	10

Au 31 décembre 2025, le capital social de Bpifrance Investissement est intégralement détenu par la société Bpifrance Participations (27-31 avenue du Général Leclerc - 94710 Maisons-Alfort).

Note 4 - PROVISIONS

Tableau des provisions

En K€	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
Litiges (**)	353	86			439
Pensions et obligations similaires (*)	18 345	869	619		18 595
Autres provisions pour risques et charges (**)	171		41	16	115
TOTAL	18 869	955	660	16	19 148

(*) Concerne les indemnités de fin de carrière et les médailles du travail.

(**) Les litiges et autres provisions pour risques et charges concernent les ressources humaines.

Note 5 - COMPTE DE RÉSULTAT

Produits d'exploitation

En K€	31/12/2025	31/12/2024
Production vendue (CA)	426 538	370 059
Commissions et honoraires de gestion des fonds	378 290	325 089
Personnel mis à disposition (groupe)	46 789	43 528
Autres produits d'exploitation	1 458	1 441
Reprises sur dépréciations et provisions	736	156
Autres produits	385	47
TOTAL	427 659	370 261

Charges d'exploitation

En K€	31/12/2025	31/12/2024
Autres achats et charges externes	-102 134	-93 361
Personnel mis à disposition (groupe)	-31 117	-28 393
Loyers et charges locatives	-19 504	-16 841
Maintenance informatique	-12 714	-9 892
Honoraires	-12 698	-12 647
Communication	-7 239	-5 793
Voyages et déplacements	-3 076	-3 171
Entretien réparation des locaux, prestations accueil, gardiennage	-2 563	-2 593
Commissions	-2 051	-986
Frais de réception	-1 544	-1 517
Documentation technique	-1 815	-2 098
Frais de colloques, séminaires	-1 045	-854
Formations	-804	-2 710
Achats de fournitures et petit équipement	-686	-763
Personnel intérimaire ; personnel détaché	-674	-631
Charges diverses	-4 605	-4 474
Impôts, taxes et versements assimilés	-16 527	-15 247
Salaires	-103 201	-98 838
Cotisations sociales	-60 230	-55 374
Dotations aux amortissements et aux dépréciations :		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	-16 124	-13 625
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	-14	-60
Dotations aux provisions	-955	-3 245
Autres charges	-4 927	-3 576
TOTAL	-304 111	-283 324

Résultat financier

En K€	31/12/2025	31/12/2024
Produits financiers	5 551	5 895
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	398	237
Autres intérêts et produits assimilés	3 780	5 158
Reprises sur dépréciations et provisions	3	493
Différences positives de change	15	7
Produits des cessions d'immobilisations financières	1 355	
Charges financières	-203	-37
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-191	-15
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change	-12	-22
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées	-0	
RÉSULTAT FINANCIER	5 348	5 858

Résultat exceptionnel

En K€	31/12/2025	31/12/2024
Produits exceptionnels	0	2
Charges exceptionnelles	0	-1 763
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	0	-1 761

Au 31/12/2024, le résultat exceptionnel était essentiellement constitué de 992 K€ de rappel de cotisations d’Urssaf et de la sortie, pour 717 K€, d’immobilisations incorporelles.

Note 6 - INFORMATIONS RELATIVES A LA FISCALITÉ

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

En K€	Résultat avant impôt	Impôt correspondant	Résultat après impôt
+ Résultat courant	128 895	-34 954	93 941
+ Résultat exceptionnel			
- Participation des salariés	-13 970		-13 970
RÉSULTAT COMPTABLE	114 926	-34 954	79 971

Crédits d'impôts

En K€	Montant
Crédit d'impôt famille	291
Crédit d'impôt mécénat	154
TOTAL	445

Situation fiscale

Bpifrance Investissement fait partie d’un groupe d’intégration fiscale autour de Bpifrance comprenant Auxifinances, Bpifrance Courtage, Bpifrance Assurance Export, Bpifrance International Capital, Bpifrance Participations et FSI-PME Portefeuille.

Bpifrance Investissement calcule individuellement son impôt sur les bénéfices et s’en acquitte auprès de Bpifrance.

Note 7 - AUTRES INFORMATIONS

EFFECTIF

Répartition des effectifs par catégorie	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Employés, techniciens, agents de maîtrise	5,8
Cadres et ingénieurs	804,8
TOTAL	810,5

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Bpifrance Investissement s'est porté caution, à hauteur de 8 040.82 €, pour des prêts accordés par la Caisse des dépôts à des salariés.

ENTITÉ ÉTABLISSANT LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Nom : Bpifrance SA
Siège social : 27-31 avenue du Général Leclerc 94710 Maisons Alfort
RCS : 320 252 489
Les états financiers consolidés sont disponibles sur le site www.bpifrance.fr

RÉMUNÉRATIONS ALLOUÉES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION

Aucune rémunération n'a été versée aux administrateurs.

ÉLÉMENTS CONCERNANT LES PARTIES LIÉES

Les opérations avec les parties liées sont négociées à des conditions de marché.

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

FILIALES ET PARTICIPATIONS (en K€)	INFORMATIONS FINANCIERES								
	Capitaux propres	Quote-part de capital détenue en pourcentage	Valeur brute comptable des titres détenus	Valeur nette comptable des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société	Montant des engagements donnés par la société	CA hors taxes du dernier exercice clos	Résultat (bénéfices ou pertes du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES FILIALES (+ 50 % du capital détenu par la société)									
Renseignements concernant les filiales représentant au moins 1% du capital de la société									
Renseignements globaux concernant les autres filiales (représentant moins de 1 % du capital de la société)			119	98					
A - TOTAL FILIALES			119	98	0	0			0
RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES PARTICIPATIONS (10 à 50 % du capital détenu par la société)									
Renseignements concernant les participations représentant au moins 1% du capital de la société									
Renseignements globaux concernant les autres participations (représentant moins de 1 % du capital de la société)									
B - TOTAL PARTICIPATIONS			0	0	0	0			0
C - TOTAL FILIALES ET PARTICIPATIONS (A+B)			119	98	0	0			0